

# Harcèlement: l'ex-secrétaire d'État Elimas, signalée à la justice, porte plainte

Paris, 12 mars 2022 (AFP) -

L'ancienne secrétaire d'État Nathalie Elimas, accusée de harcèlement par plusieurs ex-collaborateurs et qui fait l'objet d'un signalement à la justice, a annoncé samedi à l'AFP avoir déposé plainte pour "dénonciation calomnieuse", une semaine après son départ du gouvernement.

"Devant l'importance prise par cette affaire, j'ai décidé de me défendre et de franchir une première étape, en déposant plainte pour dénonciation calomnieuse", a-t-elle indiqué samedi dans un SMS à l'AFP.

"Voilà plusieurs semaines que je suis salie et calomniée dans les médias qui reprennent des accusations portant gravement atteinte à mon honneur et à ma dignité", a-t-elle justifié.

La plainte a été déposée vendredi après-midi au commissariat d'Enghien-les-Bains (Val-d'Oise).

Le parquet de Paris a de son côté confirmé à l'AFP l'information de Mediapart selon laquelle l'Inspection générale de l'enseignement supérieur et de la recherche (IGESR) lui avait adressé un signalement concernant Mme Elimas, reçu jeudi et actuellement "en cours d'analyse".

L'AFP avait révélé mi-janvier que celle qui était alors secrétaire d'État à l'Enseignement prioritaire faisait l'objet d'une enquête administrative de l'IGESR après des signalements internes quant à des "dysfonctionnements" au sein de son cabinet relatifs "aux relations de travail".

Plusieurs sources avaient indiqué à l'AFP que Mme Elimas se voyait reprocher des faits de "harcèlement", voire de "maltraitance", sur des collaborateurs. Toutes ont préféré garder l'anonymat.

Au moins trois sources avaient aussi souligné que l'emploi au sein du cabinet d'un très proche de Mme Elimas, décrit par l'une de ces sources comme "intouchable", serait l'un des volets de cette enquête administrative.

Mme Elimas s'était dite deux jours plus tard "victime d'une attaque de grande violence".

L'Elysée a annoncé le 5 mars que Mme Elimas quittait le gouvernement.

Mi-février, un pré-rapport interne avait été remis à Jean Castex. Selon deux sources interrogées par l'AFP, les témoignages visant Mme Elimas étaient "concordants", mais aussi "graves" et "accablants".

gd/pgc/cal

Afp le 12 mars 22 à 15 25.

